

**Société** L'ARS va enfin présenter le travail effectué sur le campement des Roms de Laneuveville-devant-Nancy.

# Roms : le rapport aujourd'hui

6/1/2011

LA SITUATION des Roms et Roumains de Laneuveville-devant-Nancy va enfin être abordée autour d'une table ronde, aujourd'hui en fin d'après-midi, à la préfecture.

C'est en effet là que l'ARS rendra son rapport qui aurait dû être présenté en décembre. Mais, à l'époque, un important épisode neigeux avait contraint les services de l'Etat à reporter l'entrevue.

Finalement, le travail, débuté l'été dernier et exécuté par une personne de l'ARS, va être décortiqué par Serge Bouly, le maire de Laneuveville, la police, les services de l'Etat, les associations humanitaires, la CAF et la Direction départementale de la cohésion sociale.

« Dans un premier temps, une prise en considération de ce qui est arrivé aux familles, notamment les deux évacuations dues aux crues, sera faite », explique-t-on du côté de la préfecture, qui a également constaté que certaines familles manquent



■ Les Roms devraient être rapidement fixés sur leur avenir.

Photo Denis MOUSTY

à l'appel depuis la première évacuation. Les autres étant toujours stationnées sur un parking poids lourds, au niveau du rond-point d'Art-sur-Meurthe, à Laneuve-

ville.

## Au cas par cas

Une implantation qui oblige, en outre, les Roms à effectuer régulièrement des

allées et venues entre le parking et leur ancien campement, situé sur un terrain privé inondable, le long de la départementale qui relie Art-sur-Meurthe à Laneu-

veville.

Ce qui commence à agacer et à exaspérer sérieusement les riverains.

« Toutes les situations ont été étudiées et des solutions personnalisées seront trouvées pour chacune d'entre elles. On fera du cas par cas. De plus, une feuille de route sera établie à l'issue de la réunion », annoncent les services préfectoraux.

Pour mémoire, le travailleur de l'ARS devait recenser les familles qui avaient « le désir et surtout les capacités de s'intégrer », prêtes à « trouver un travail et un logement, apprendre le français et scolariser les enfants ».

Une volonté exprimée à l'époque par Serge Bouly et la députée Valérie Rosso-Debord.

Mais ces critères ne manquaient pas d'inquiéter les associations humanitaires, notamment Médecins du monde et sa déléguée régionale, le docteur Anne-Marie Worms, qui réclamait un assouplissement de ces conditions.

Yannick VERNINI